



Paris, le 15 mars 2017

Monsieur Jean-Marc AYRAULT
Ministre des Affaires étrangères
37 Quai d'Orsay
75007 Paris

Monsieur le Ministre,

Notre association est fortement impliquée dans la construction européenne et nous participons chaque année aux réunions de consultation avec la Commission européenne et le Parlement, en application de l'article 17 du Traité de Lisbonne.

Nous avons suivi avec grand intérêt les efforts du gouvernement à Versailles, pour relancer une dynamique positive avec les Etats les plus impliqués. Quelle n'a pas été notre surprise en apprenant qu'en contradiction avec les déclarations récentes, la France se désolidarisait des Pays Bas et de l'Allemagne en tolérant que des ministres turcs puissent répandre en toute liberté, auprès de ressortissants turcs résidants en France, leur propagande anti démocratique. Plusieurs questions se posent, les unes juridiques, les autres concernant la préservation de nos valeurs et notre sécurité. Sur quelle base juridique le représentant officiel d'un gouvernement étranger peut-il participer publiquement à des réunions avec ses propres nationaux sur le sol français, hors l'ambassade et les consulats ?

Le dictateur Erdogan n'a donc pas assez donné de signes de sa détestation de la démocratie ? N'a-t-il pas emprisonné assez de journalistes, de magistrats, de citoyens attachés aux libertés ? N'a-t-il pas assez injurié nos compatriotes européens ? N'a-t-il pas assez vilipendé les valeurs de l'Union européenne, pour que vous acceptiez enfin de traiter ses provocations comme elles le méritent, sans la moindre complaisance ?

Pire encore, à la veille d'élections à haut risque en Hollande, avez-vous mesuré combien votre décision lançait un message d'encouragement aux europhobes de ce pays, toujours heureux de démontrer que l'Union européenne ne sert à rien ? Et quel message de renoncement à défendre nos valeurs avez-vous envoyé à nos concitoyens français ?

Nous vous demandons instamment, Monsieur le Ministre de tout faire pour montrer que la France sera désormais un moteur de la solidarité européenne et qu'elle respecte et fait respecter les valeurs européennes de façon déterminée. La proximité de nos propres élections l'exige également.

Dans l'espoir que vous entendrez notre appel, nous vous prions de recevoir, Monsieur le ministre, l'expression de nos respectueuses salutations.

La Commission Europe d'EGALE
Maurice Basquin, Jean-Claude Boual,
Djemila Bouahasla, Mireille Raunet, Alain Vivien

Martine CERF
Secrétaire générale
martinecerf@orange.fr
+336 08 32 91 34

Cc : Bernard Cazeneuve
Bruno Le Roux